

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 45.855/4
DU 16 FÉVRIER 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au Premier Ministre, le 21 janvier 2009, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations ci-après.

Formalités préalables

1. Conformément à l'article 6, § 4, 3/, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, le projet examiné doit être soumis à la procédure d'association des gouvernements régionaux.

Ne figure toutefois dans le dossier joint à la demande d'avis que la copie des courriers qui ont été adressés aux trois gouvernements régionaux le 22 décembre 2008.

Il revient à l'auteur du projet de veiller à ce que cette formalité préalable soit menée à bonne fin.

2. L'arrêté en projet n'ayant pas d'impact budgétaire apparent, il n'est pas obligatoire de le soumettre à l'accord du Secrétaire d'État au Budget.

L'alinéa du préambule qui le vise sera, par conséquent, soit complété une fois cet accord obtenu, soit supprimé.

Observation générale

La transposition de la directive 2003/97/CE du Parlement européen et du Conseil du 10 novembre 2003 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives à la réception ou l'homologation des dispositifs de vision indirecte et des véhicules équipés de ces dispositifs, modifiant la directive 70/156/CEE et abrogeant

.../...

la directive 71/127/CEE, a été anticipée par l'arrêté royal du 25 septembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ⁽¹⁾.

Il en va de même pour l'arrêté royal du 20 décembre 2002 modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, lequel a été adopté plusieurs années avant la directive 2007/38/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant le montage *a posteriori* de rétroviseurs sur les poids lourds immatriculés dans la Communauté.

Le projet examiné vise maintenant à opérer formellement la transposition de ces directives, ainsi que de la directive 2005/27/CE de la Commission du 29 mars 2005 modifiant, en vue de son adaptation au progrès technique, la directive 2003/97/CE précitée.

La méthode utilisée par l'auteur du projet est cependant déficiente. Les dispositions en projet font, en effet, largement double emploi avec les modifications déjà apportées à l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité par les arrêtés modificatifs des 25 septembre et 20 décembre 2002.

À titre d'exemple, l'on peut citer les articles 2 et 5, du projet, qui visent à insérer dans l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité des éléments qui l'ont déjà été par les deux arrêtés modificatifs précités, ainsi que les annexes 23 et 24 en projet, qui reprennent des dispositions figurant déjà dans l'annexe 16, plutôt que de modifier cette dernière.

L'abrogation des arrêtés royaux des 25 septembre et 20 décembre 2002 précités, prévue par l'article 7 du projet, est, en outre, inutile, s'agissant de textes modificatifs qui ont épuisé leurs effets à la date de leurs entrées en vigueur respectives.

⁽¹⁾ Voir sur ce point le rapport au Roi précédant la publication de cet arrêté au Moniteur belge du 11 octobre 2002 (2^e édition).

Le projet examiné sera par conséquent revu en profondeur, afin de modifier ou de compléter, conformément aux exigences des directives européennes précitées, les dispositions actuellement en vigueur de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité relatives aux dispositifs de rétrovision.

Ce faisant, l'auteur du projet veillera à ne pas introduire d'obligation rétroactive dans l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité ⁽²⁾.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 1^{er}

Il n'y a pas lieu de mentionner la directive 98/34/CE du Parlement européen et du Conseil prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques.

L'alinéa 1^{er} du préambule sera donc omis.

Alinéas 2 à 4

Le fait que le projet vise à transposer la directive 2003/97/CE précitée, les directives qui l'ont modifiée, ainsi que la directive 2007/38/CE précitée, doit être mentionné dans un nouvel article 1^{er} du dispositif.

Les alinéas 2 à 4 du préambule, qui les visent, doivent être omis.

⁽²⁾ Tel l'article 43, § 5, 1, en projet (article 4 du projet).

Dispositif

Article 1^{er} (devenant article 2)

1. L'article 1^{er} du projet vise à insérer, parmi les définitions figurant à l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles, leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité, celle de la notion de "mise en circulation d'un véhicule en Belgique".

L'attention de l'auteur du projet doit être attirée sur le fait qu'un autre projet d'arrêté modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, vise à remplacer l'article 1^{er}, § 2, de ce dernier. Il s'agit du projet d'arrêté royal "portant transposition de la directive 2007/46/CE du Parlement et du Conseil du 5 septembre 2007, établissant un cadre pour la réception des véhicules à moteur, de leurs remorques et des systèmes, des composants et des entités techniques destinés à ces véhicules (directive-cadre) et portant modification de l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité", qui a fait l'objet de l'avis 45.813/4, donné le 9 février 2009.

Il semble que cet autre projet soit appelé à être adopté définitivement et à entrer en vigueur après le projet actuellement examiné. En effet, il vise notamment à insérer de nouvelles annexes 25 à 43, qui doivent logiquement être ajoutées après celles du projet examiné, destinées à devenir les nouvelles annexes 23 et 24 de l'arrêté royal du 15 mars 1968, précité.

À moins de compléter dans le même sens cet autre projet d'arrêté royal, l'ajout de la définition des termes "mise en circulation d'un véhicule en Belgique" n'aurait de la sorte qu'une portée éphémère.

2. Il doit, en outre, être remarqué que tant la version actuelle de l'article 1^{er}, § 2, de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, que celle que le projet d'arrêté ayant fait l'objet de l'avis 45.813/4 vise à lui substituer, prévoient la numérotation des définitions qui y sont énumérées. L'article 1^{er} (devenant l'article 2) du projet sera, le cas échéant, complété sur ce point.

Article 7

Des arrêtés royaux qui ne comportent que des dispositions modificatives disparaissent en tant que tels du commerce juridique dès leur entrée en vigueur. Il n'y a donc pas lieu de prévoir leur abrogation comme le fait l'article 7 du projet.

Il est pour le surplus renvoyé à l'observation générale.

L'article 7 doit en conséquence être omis.

Article 8

Les versions française et néerlandaise de l'article 8 du projet disposent :

"Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge."

et

"Dit besluit treedt in werking zes maanden na publicatie in het Belgische Staatsblad"

Cette discordance doit être levée.

Quoiqu'il en soit l'auteur du projet doit être en mesure d'expliquer quelle circonstance spécifique justifie une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

.../...

Sauf motivation particulière, la date d'entrée en vigueur doit en tout état de cause être prévue de manière à accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

Article 9

L'exécution de l'arrêté en projet devant perdurer au delà de l'actuelle répartition des compétences ministérielles, il y a lieu d'en charger le ministre qui a la circulation routière dans ses attributions.

Annexes 1 et 2 du projet (Annexes 23 et 24 en projet)

1. Au sujet des annexes 1 et 2 du projet (annexes 23 et 24 en projet) et de leur rapport avec l'annexe 16 de l'arrêté royal du 15 mars 1968 précité, il est renvoyé à l'observation générale.

2. Concernant la présentation de ces annexes, il est renvoyé à l'observation formulée dans l'avis 45.813/4 précité, au sujet des "annexes 25 à 45 en projet".

3. L'attention de l'auteur du projet est également attirée sur ce que, en fonction de l'option retenue dans le cadre du présent projet, la numérotation des "annexes 25 à 43" sera, le cas échéant, revue.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 45.855/4
VAN 16 FEBRUARI 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 21 januari 2009 door de Staatssecretaris voor Mobiliteit, toegevoegd aan de Eerste Minister verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

1. Overeenkomstig artikel 6, § 4, 3/, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen moeten de gewestregeringen betrokken worden bij het uitwerken van het voorliggende ontwerp.

Het dossier dat bij de adviesaanvraag gevoegd is, bevat evenwel alleen de kopie van de brieven die op 22 december 2008 aan de drie gewestregeringen zijn toegezonden.

De steller van het ontwerp dient erop toe te zien dat dit voorafgaand vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

2. Aangezien het ontworpen besluit blijkbaar geen budgettaire gevolgen heeft, is het niet verplicht om het met het oog op akkoordbevinding aan de Staatssecretaris voor Begroting voor te leggen.

Het lid van de aanhef waarin naar die akkoordbevinding wordt verwezen, dient bijgevolg ofwel te worden weggelaten, ofwel te worden aangevuld zodra die akkoordbevinding verkregen is.

Algemene opmerking

Op de omzetting van richtlijn 2003/97/EG van het Europees Parlement en de Raad van 10 november 2003 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de lidstaten inzake de typegoedkeuring van inrichtingen voor indirect zicht en van voertuigen met deze inrichtingen, tot wijziging van richtlijn 70/156/EEG en tot intrekking van richtlijn 71/127/EEG, is geanticipeerd met het koninklijk besluit van 25 september 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen ⁽¹⁾.

Hetzelfde geldt voor het koninklijk besluit van 20 december 2002 tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, uitgevaardigd verscheidene jaren vóór richtlijn 2007/38/EG van het Europees Parlement en de Raad van 11 juli 2007 betreffende de uitrusting met spiegels van in de Gemeenschap ingeschreven vrachtwagens.

Het voorliggende ontwerp strekt ertoe de formele omzetting van die richtlijnen tot stand te brengen alsook die van richtlijn 2005/27/EG van de Commissie van 29 maart 2005 tot wijziging, met het oog op de aanpassing aan de technische vooruitgang, van de voormelde richtlijn 2003/97/EG.

De methode die de steller van het ontwerp gebruikt, loopt evenwel mank. De ontworpen bepalingen overlappen immers grotendeels de wijzigingen die reeds in het voormelde koninklijk besluit van 15 maart 1968 zijn aangebracht bij de wijzigingsbesluiten van 25 september en 20 december 2002.

Bij wijze van voorbeeld kan worden verwezen naar de artikelen 2 en 5 van het ontwerp, die ertoe strekken in het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 zaken in te voegen die daarin reeds ingevoegd zijn bij de beide voormelde

⁽¹⁾ Zie, wat dit punt betreft, het verslag aan de Koning dat voorafgaat aan de tekst van dat besluit, bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad van 11 oktober 2002 (2^e editie).

wijzigingsbesluiten, alsook naar de ontworpen bijlagen 23 en 24, waarbij bijlage 16 niet gewijzigd wordt maar waarin bepalingen daarvan gewoon worden overgenomen.

De opheffing van de voormelde koninklijke besluiten van 25 september en 20 december 2002, die in artikel 7 van het ontwerp in het vooruitzicht wordt gesteld, is bovendien overbodig, aangezien het om wijzigingsteksten gaat die uitgewerkt zijn op hun respectieve datum van inwerkingtreding.

Het voorliggende ontwerp dient bijgevolg grondig te worden herzien teneinde de thans geldende bepalingen van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 betreffende achteruitkijkspiegels te wijzigen of aan te vullen overeenkomstig de vereisten van de voormelde Europese richtlijnen.

Daarbij dient de steller van het ontwerp ervoor te zorgen dat niet met terugwerkende kracht verplichtingen worden opgenomen in het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968 ⁽²⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Eerste lid

Er bestaat geen grond om melding te maken van richtlijn 98/34/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 juni 1998 betreffende een informatieprocedure op het gebied van normen en technische voorschriften.

Het eerste lid van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

⁽²⁾ Zoals het ontworpen artikel 43, § 5, 1 (artikel 4 van het ontwerp).

Tweede tot vierde lid

Dat het ontwerp strekt tot omzetting van de voornoemde richtlijn 2003/97/EG, van de richtlijnen waarbij die richtlijn gewijzigd is, en van de voormelde richtlijn 2007/38/EG, dient te worden vermeld in een nieuw artikel 1 van het dispositief.

Het tweede tot vierde lid van de aanhef, waarin daarnaar wordt verwezen, dienen te vervallen.

DispositiefArtikel 1

(dat artikel 2 wordt)

1. Artikel 1 van het ontwerp strekt ertoe bij de definities die staan in artikel 1, § 2, van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen, de definitie in te voegen van het begrip "het in verkeer brengen van een voertuig in België".

De aandacht van de steller van het ontwerp dient erop gewezen te worden dat een ander ontwerpbesluit tot wijziging van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968, de vervanging beoogt van artikel 1, § 2, van dat laatste besluit. Het betreft het ontwerp van koninklijk besluit "tot omzetting van de richtlijn 2007/46/EG van het Europees Parlement en de Raad van 5 september 2007 tot vaststelling van een kader voor de goedkeuring van motorvoertuigen, hun aanhangwagens en systemen, onderdelen en technische eenheden die voor dergelijke voertuigen zijn bestemd (kaderrichtlijn) en tot wijziging van het koninklijk besluit van 15 maart 1968 houdende algemeen reglement op de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens, hun onderdelen en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen", waarover advies 45.813/4 gegeven is op 9 februari 2009.

.../...

Het laat zich aanzien dat dat andere ontwerp definitief zal worden vastgesteld en in werking zal treden na het thans onderzochte ontwerp. Het beoogt immers inzonderheid de invoeging van nieuwe bijlagen 25 tot 43, die logischerwijs toegevoegd dienen te worden na die van het onderzochte ontwerp en die uiteindelijk de bijlagen 23 en 24 zullen worden van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968.

Tenzij dat andere ontwerp van koninklijk besluit in dezelfde zin wordt aangevuld, heeft toevoeging van de definitie van de woorden "het in verkeer brengen van een voertuig in België" slechts kortstondige gevolgen.

2. Daarenboven behoort opgemerkt te worden dat zowel in de huidige versie van artikel 1, § 2, van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968, als in de versie die het ontwerpbesluit waarover advies 45.813/4 gegeven is, ervoor in de plaats wil stellen, de daarin gegeven definities genummerd worden. Artikel 1 (dat artikel 2 wordt) van het ontwerp moet wat dat betreft, in voorkomend geval aangevuld worden.

Artikel 7

Koninklijke besluiten die alleen maar wijzigingsbepalingen bevatten, verdwijnen als zodanig uit het rechtsverkeer zodra ze in werking treden. Er is derhalve geen aanleiding om in de opheffing ervan te voorzien, zoals gedaan wordt in artikel 7 van het ontwerp.

Voorts wordt verwezen naar de algemene opmerking.

Artikel 7 dient bijgevolg te vervallen.

Artikel 8

De Franse en de Nederlandse tekst van artikel 8 van het ontwerp luiden als volgt :

"Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui de sa publication au Moniteur Belge."

en

"Dit besluit treedt in werking zes maanden na publicatie in het Belgische Staatsblad."

Deze discrepantie moet worden weggewerkt.

De steller van het ontwerp moet hoe dan ook kunnen uitleggen om welke specifieke reden wordt afgeweken van de gebruikelijke termijn van inwerkingtreding, vastgesteld bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Behoudens een bijzondere motivering, moet bij het vaststellen van de datum van inwerkingtreding er in ieder geval voor gezorgd worden dat iedereen een redelijke termijn wordt gegeven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

Artikel 9

De tenuitvoerlegging van het ontwerpbesluit moet voortduren na afloop van de huidige verdeling van de ministeriële bevoegdheden, zodat ze moet worden toevertrouwd aan de minister bevoegd voor het wegverkeer.

Bijlagen 1 en 2 van het ontwerp
(Ontworpen bijlagen 23 en 24)

1. Wat betreft de bijlagen 1 en 2 van het ontwerp (ontworpen bijlagen 23 en 24) en hun verhouding met bijlage 16 van het voornoemde koninklijk besluit van 15 maart 1968, wordt verwezen naar de algemene opmerking.

2. Wat betreft de presentatie van die bijlagen, wordt verwezen naar de opmerking gemaakt in het voornoemde advies 45.813/4, inzake de "ontworpen bijlagen 25 tot 45".

3. De aandacht van de steller van het ontwerp wordt er eveneens op gevestigd dat, afhankelijk van de keuze die gemaakt wordt in het kader van het onderhavige ontwerp, de nummering van de "bijlagen 25 tot 43" in voorkomend geval moet worden herzien.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	J. JAUMOTTE,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE